

Selon les estimations de la Banque mondiale, plus du quart de l'accroissement que connaîtra la production mondiale entre 1980 et 1990 sera attribuable aux pays en développement; il contribueront à près de 30% de l'accroissement du commerce mondial pendant la même période. Les investissements des pays nouvellement industrialisés en infrastructures, complexes industriels, services sociaux et aménagements agricoles constituent, vous aurez pû le constater, autant de possibilités pour les nombreux exportateurs canadiens.

Le programme d'aide du Canada demeure un apport essentiel à l'appui des efforts entrepris par les pays moins développés pour promouvoir leur croissance et leur développement. Ce programme d'aide, qui totalise quelque \$1,5 milliard cette année, est trop souvent étroitement perçu comme l'expression de la générosité de notre pays, mais "une perte pour l'économie canadienne". Ce qui n'est réellement pas le cas. L'engagement pris par le gouvernement de consacrer 0,5% du produit national brut à l'aide publique sert des fins aussi bien développementales que commerciales.

Notre programme d'aide est un véhicule de promotion unique pour nos produits et nos techniques. C'est ce programme qui permet à nos biens d'équipement de trouver preneurs en de nombreux pays du tiers monde. Je pense à des sociétés comme Bombardier, Marine Industrie et Spar aérospatiale limitée. Pour des sociétés de consultants comme SNC, Lavalin, Gaucher-Pringle-Carrier et CEGIR, il aura servi de tremplin pour accroître et diversifier leurs activités dans les pays en développement. Et ce n'est pas par accident que j'ai cité ces entreprises québécoises au nombre de celles qui participent à la réalisation de notre programme d'aide. Quelque 40% des marchés de services conclus au Canada par l'ACDI sont accordés à des entreprises de la région du Grand Montréal.

Les contributions canadiennes à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement, elles aussi partie intégrante du programme d'aide, donnent accès à des financements favorables aux entreprises canadiennes soumissionnant de grands projets financés par ces sources multilatérales. Et je peux vous assurer que beaucoup de chemin reste à parcourir avant que nous ne réussissions à nous attribuer une part significative du potentiel de financement énorme qu'elles recèlent.

Dans l'ensemble, on peut affirmer que nos sociétés exportatrices ont directement et grandement profité du programme d'aide du Canada. Cela continuera. Le gouvernement fédéral a récemment pris des décisions visant à rendre le programme encore plus adapté et plus utile à l'entreprise. Nous avons accepté d'allouer 20% de notre aide aux pays à revenu moyen qui nous semblent offrir les meilleurs débouchés. Ces sommes d'argent sont mises à la disposition de ces pays pour réduire le fardeau du financement de l'achat de produits ou de services canadiens - il s'agira fréquemment de projets où des crédits sont consentis